



APRES LE 5 FEVRIER,

# FAIRE CEDER LE GOUVERNEMENT !

Samedi, dans tout le pays, des milliers de travailleuses, de travailleurs du public comme du privé, des milliers de jeunes sont descendus dans la rue. Ils étaient près de 600 000 à dire au gouvernement : « c'est non ! ».

Non à cette politique de recul social, non à l'allongement du temps de travail, non à la baisse du pouvoir d'achat !

C'est le retour de la révolte du mouvement du printemps 2003 sur les retraites, c'est, pour le monde du travail, le début d'une revanche qui est à portée de main.

Raffarin, lui, nous refait le même numéro. Se disant partisan du dialogue social, compréhensif même vis-à-vis de ce qu'il appelle « *la grogne sociale* », il déclarait lundi matin : « *je ne méprise pas les manifestants, mais je demande aux leaders syndicaux de ne pas mépriser le Parlement* ». Autrement dit, pas la moindre concession. Les salariés n'ont qu'à s'incliner devant un Parlement et un gouvernement qui ont été désavoués lors de deux élections nationales du printemps 2004 et accepter la loi liquidant les 35 heures !

Là encore, c'est non !

« **DIMINUER LES HORAIRES,  
AUGMENTER LES SALAIRES !** »

Les patrons et leur gouvernement voudraient imposer l'augmentation des horaires en fonction de leurs seuls besoins en laissant miroiter la possibilité de « *gagner plus* ». Au moment où le chômage continue de croître, où les entreprises et les riches ne savent que faire de leur argent, c'est bien l'inverse qu'il faut faire : diminuer le temps de travail, le répartir pour que chacun puisse avoir un travail et garantir à tous un revenu décent, en imposant une autre répartition des richesses.

Lutter contre le chantage patronal aux heures supplémentaires, c'est exiger une revalorisation générale des salaires. C'est bien une augmentation mensuelle de 300 euros pour tous qui est nécessaire.

**NON A LA CONSTITUTION DE L'EUROPE DES PATRONS !**

Attaquant les syndicats de l'Education nationale qui refusent, avec les jeunes des lycées, la nouvelle réforme du gouvernement, la réforme Fillon, Raffarin les a accusés de constituer « *une union du non* » ! Bien sûr, et les syndicats ont raison de refuser une réforme qui introduit la concurrence au sein même de l'Education nationale, qui met l'éducation encore plus au service des seuls besoins des patrons dans le cadre de la construction de l'Europe capitaliste, au lieu de la mettre au service de la culture et du progrès.

Cette union du Non, pour Raffarin, c'est une « *négative attitude* ». Pour nous, c'est une « *positive attitude* », celle de l'union des salariés, des jeunes pour rejeter la politique du gouvernement et de l'Etat, pour dire Non à la liquidation des 35 heures et Oui à une autre répartition des richesses.

Raffarin peut être sûr que cette « *positive attitude* » va se développer dans les semaines qui viennent dans les luttes sociales et aussi sur le terrain politique. Le référendum sur la constitution de l'Europe capitaliste, sera l'occasion de sanctionner ce gouvernement et sa politique, de dire massivement Non !

**LA GREVE, TOUS ENSEMBLE !**

C'est bien cette politique, contraire aux intérêts de la population, qu'ont condamnée dans la rue des milliers de manifestants. Le référendum sur la constitution sera une nouvelle occasion de la rejeter. Le mouvement peut s'amplifier, le gouvernement est impopulaire. Le mécontentement s'exprime partout. Les partisans du Oui ont été fortement secoués par leurs opposants au sein du Parti socialiste, comme dans la direction de la CGT, jeudi dernier.

Une grande journée de grèves et de mobilisation du privé et du public est à l'ordre du jour. Il faut tout faire pour aider à la convergence des mécontentements, pour que le Non devienne une force qui fasse céder le gouvernement.

Le 07/02/05

---

**Je souhaite prendre contact avec la LCR**

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....